

FRONT COMMUN SYNDICAL

Lettre ouverte à M. Barroso, Président de la Commission

Bruxelles, le 7 juin 2013

Monsieur le Président,

Par l'ampleur de la participation du personnel de l'ensemble des Institutions européennes à la journée de grève interinstitutionnelle de ce mercredi 5 juin, vous avez pu mesurer sa très grande inquiétude face à la volonté du Conseil exprimée dans le récent mandat de négociation du Coreper d'affaiblir la fonction publique européenne en s'attaquant à son statut, à son système de rémunération, de pensions et de carrières. Le Conseil a provoqué un rejet massif de ses propositions en multipliant les provocations et les outrances, tout en ne respectant pas les bases légales reconnues.

Si l'Union européenne est basée sur le respect du droit, force est de constater que dans le cas présent son personnel n'est pas un sujet de droit dans la mesure où il n'est pas partie prenante aux discussions qui le concernent directement. Au contraire, tout est fait pour qu'il en soit tenu à l'écart.

Si les OSP ont pu participer à des concertations avec la Commission sur la proposition présentée en 2011 - sans pour autant qu'elle réagisse de manière formelle quant aux contre-propositions faites par ces mêmes OSP-, nous déplorons qu'il n'en soit pas de même aujourd'hui. Tandis que le Conseil met sur la table du trilogue des mesures destructrices – allant bien au-delà des propositions de la Commission mais aussi des montants arrêtés lors du Conseil européen des 7 et 8 février 2013 – ni le personnel, ni ses représentants ne sont consultés. Ce simple constat explique amplement que le personnel ait exprimé, lors la récente journée de grève interinstitutionnelle, son refus des mesures réclamées par le Coreper.

La Commission européenne à travers les propos du Vice-président Sefcovic s'est engagée à retirer sa proposition au cas où celle-ci serait dénaturée lors des négociations du trilogue: le mandat du Coreper, qui ne respecte pas les conclusions des Chefs d'état et de gouvernement sur les perspectives financières 2014-2020, représente une menace sérieuse de dénaturation de la proposition de la Commission. Or, les OSP ont été informées que des discussions techniques sont actuellement engagées au cours desquelles sont abordés des points très importants qui ne figurent pas dans la proposition de la Commission. De plus il semble bien que tant le Conseil que le Parlement européen –co-législateurs au sens du Traité – soient pressés de conclure.

Les OSP ont été informées officiellement par la DG HR du déroulement du trilogue. Les réunions d'information organisées par l'administration sont certes précieuses, mais insuffisantes: dans cette dernière ligne droite, la Commission doit reprendre une vraie concertation sociale avec les OSP et rechercher l'implication du personnel dans les changements en cours.

Monsieur le Président, votre responsabilité en cette période cruciale est directement engagée, nous souhaiterions engager la nôtre. En effet, le personnel, par la voix de ses représentants, souhaite pouvoir être uni derrière la Commission et le Parlement européen pour défendre l'avenir de la fonction publique européenne, la Commission doit montrer qu'elle fait corps avec son personnel.

Nous vous serions reconnaissants d'ouvrir sans délai de véritables négociations avec les OSP afin que nous puissions prendre la mesure et l'ampleur des changements demandés mais aussi qu'à travers nous le personnel puisse être acteur d'un changement qui le concerne au premier chef.

Les OSP de la Commission

Alliance, FFPE, PLUS, RS-USHU-U4U, USF

